



## Turquie

Les préoccupations d'Amnesty International ont continué de porter sur la détention de plusieurs centaines de prisonniers d'opinion, les mauvais traitements et les tortures

systématiques infligés aux prisonniers. L'organisation s'est également inquiétée du manque d'équité des procès qui se sont tenus devant les juridictions militaires : difficultés pour les accusés de rencontrer leurs défenseurs, impossibilité de s'entretenir en privé avec eux, et utilisation, comme éléments à charge, d'aveux faits sous la torture. Enfin, l'application de la peine de mort reste une préoccupation pour Amnesty International.

En juillet 1985, Amnesty International a publié un rapport intitulé : « Turquie : des victimes de la torture témoignent ». Ce rapport présentait des témoignages détaillés sur les tortures infligées dans les commissariats de police, centres de détention et prisons entre 1980 et 1984. Un appel était lancé au gouvernement turc pour que celui-ci mette un terme à la torture.

A la fin de 1985, la loi martiale était toujours en vigueur dans neuf des 67 provinces turques, tandis que 16 autres, notamment celles d'Ankara, Istanbul et Izmir, étaient soumises à l'état d'urgence. Le nombre exact des prisonniers d'opinion n'est pas connu ; toutefois, d'après les chiffres officiels publiés dans le journal « Cumhuriyet », au 1<sup>er</sup> novembre 1985, il y avait 15 569 prisonniers politiques. Selon Amnesty International, plusieurs centaines au moins pourraient être considérés comme des prisonniers d'opinion. Bien d'autres personnes jugées pour des motifs politiques étaient en liberté sous condition ou n'avaient pas été incarcérées.

Les prisonniers d'opinion, adoptés par Amnesty International, étaient des membres de groupes ou partis politiques, des syndicalistes, écrivains, journalistes, éditeurs, des professeurs, des membres de la minorité kurde ou de groupes religieux, tant islamiques que chrétiens.

Parmi les personnes incarcérées en vertu de l'article 141 du Code pénal qui interdit « l'appartenance à des organisations illégales », figuraient des membres présumés du Parti communiste turc, interdit, ou de partis de gauche autorisés jusqu'en septembre 1980, date du coup d'Etat militaire. A la fin de l'année, Amnesty International n'avait eu connaissance que d'un seul cas de membre du TIP (Parti des travailleurs turcs) emprisonné. Cependant, plusieurs autres membres du parti risquaient d'être incarcérés conformément aux verdicts rendus en 1984. Des procès de membres du TIP étaient en cours dans plusieurs provinces. Fin avril, le nouveau procès, de certains membres du TIKP (Parti des ouvriers et paysans turcs)

s'est conclu par neuf condamnations à huit ans d'emprisonnement et six autres allant de cinq ans à six ans et demi d'emprisonnement. Certains accusés ont été laissés en liberté pendant la procédure d'appel, alors que d'autres sont restés en prison. Des procès de membres du TSIP (Parti des ouvriers socialistes turcs) ont eu lieu un peu partout dans le pays : Amnesty International a adopté comme prisonniers d'opinion 11 membres du TSIP jugés à Istanbul (Voir *Rapport 1985* pour tous les cas cités ci-dessus).

Le 19 décembre à Ankara, les instances militaires d'appel, réunies en séance plénière ont décidé que l'affaire de l'ATP (Association turque pour la paix) (Voir *Rapports 1983, 1984, 1985*) devait être renvoyée devant le tribunal militaire de première instance d'Istanbul afin d'être de nouveau jugée, pour « instruction insuffisante ». Cependant, la demande de mise en liberté des 12 accusés emprisonnés a été rejetée.

Le procès des dirigeants et conseillers de la DISK (Confédération des syndicats progressistes), ouvert en décembre 1981, s'est poursuivi (Voir *Rapports 1983, 1984 et 1985*). A la fin de l'année, les accusés étaient en liberté pendant l'instruction et le procès, sauf ceux qui étaient détenus pour d'autres chefs d'inculpation.

Tout au long de l'année, des journalistes, écrivains, et éditeurs ont été poursuivis en vertu de plusieurs articles du Code pénal et de la Loi sur la presse. Un grand nombre d'entre eux ont été accusés de transgresser l'article 142 du Code pénal en « faisant de la propagande communiste ». Certains ont été laissés en liberté pendant l'instruction et le procès, alors que d'autres ont été incarcérés brièvement. D'autres encore ont été autorisés à substituer à l'emprisonnement le paiement d'une amende. Amnesty International a appris que Feyzullah Ozer, qui purgeait déjà une peine de 18 ans et demi d'emprisonnement pour « propagande communiste » à la prison spéciale de Canakkale allait devoir répondre d'accusations similaires dans deux autres procès. Il avait été l'un des rédacteurs de « Kitle », hebdomadaire politique lié au TSIP jusqu'à son interdiction en 1979 ; les chefs d'accusation retenus contre lui concernaient des articles publiés en 1977 et 1978.

A la fin de l'année, le procès des 59 intellectuels (Voir *Rapport 1985*) accusés d'avoir violé le décret 1402 de la loi martiale était toujours en cours. Ils avaient signé un appel pour qu'il soit mis un terme aux violations des droits de l'homme. Les prévenus ont été laissés en liberté.

De nombreux Kurdes sont restés emprisonnés cette année. Certains étaient inculpés, d'autres reconnus coupables de délits accompagnés de violences. Pour d'autres, leurs inculpations reposaient sur leurs activités non violentes visant à préserver la langue et la culture kurdes ou à faire reconnaître en tant que telle l'entité ethnique kurde. Ceux-ci ont été adoptés par Amnesty International comme prisonniers d'opinion. Citons, parmi eux, deux avocats, Rusen Arslan (Voir *Rapport 1983*) et Mümtaz Kotan (Voir *Rapports 1983 et 1985*) relâchés l'un en février, l'autre en mai. Amnesty International n'a reçu aucune information complémentaire sur le procès de Mehdi Zana qui serait en cours. Ancien maire de Diyarbakir, il purgeait déjà des peines totalisant plus de 30 ans (Voir *Rapports 1984 et 1985*). Recep Marasli, directeur de la maison d'édition Komal à Istanbul (Voir *Rapports*

1984 et 1985), emprisonné depuis janvier 1982 et déjà condamné à 29 ans et un mois de détention pour l'édition de certaines publications, appartenance à un mouvement kurde illégal et déclarations faites lors du procès pour sa défense, a été de nouveau condamné, en 1985, à sept ans et demi d'emprisonnement. Amnesty International n'a pas été informée des chefs d'accusation retenus contre lui. Marasli était détenu à la prison militaire de Diyarbakir.

En février, des dirigeants du Parti du salut national ont été acquittés, lors d'un second procès ; ils avaient été accusés en vertu de l'article 163 du Code pénal d'avoir « cherché à adapter » les fondements sociaux, économiques, politiques ou judiciaires de l'Etat à des croyances ou à des principes religieux (Voir *Rapports 1984 et 1985*). En septembre, la Cour d'appel militaire a confirmé tous les acquittements sauf un ; un nouveau procès a été ordonné pour l'affaire de Sevket Kazan.

En juin, une Cour d'appel a annulé les jugements prononcés en décembre 1984, en vertu de l'article 163, contre 23 Témoins de Jéhovah (Voir *Rapport 1985*) et ordonné leur libération. L'affaire a été renvoyée, pour un nouveau procès, au tribunal de première instance. Ce dernier a maintenu sa première décision et prononcé des peines de cinq à huit ans d'emprisonnement. A la fin de 1985, les accusés étaient laissés en liberté pendant la procédure d'appel.

En 1985, d'autres poursuites ont été engagées pour violation de l'article 163. Ainsi, Emine Senlikoglu, écrivain et rédacteur en chef du périodique « Mektu » a été condamnée en mai à six ans et trois mois d'emprisonnement pour le livre qu'elle a écrit. Elle a été adoptée par Amnesty International comme prisonnière d'opinion. Des membres de sectes islamiques ont été également condamnés en vertu de ce même article. Ce fut le cas de quatre membres de la secte Nur : Sefa Sargin et Ali Yildiz, tous deux condamnés à six ans et huit mois d'emprisonnement pour avoir créé une « école Nur » et Yasan Cagdas et Kemal Mak condamnés à quatre ans et deux mois d'emprisonnement pour avoir suivi des cours dans cet établissement.

En août et de nouveau en décembre, Amnesty International a écrit au Premier ministre Turgut Ozal au sujet de trois Chypriotes grecs, Andreas Hatjiloizou, Andreas Costas Kassapis et Leontios Leontiou, faits prisonniers par les forces armées turques au cours des hostilités à Chypre en 1974 ; depuis, on est sans nouvelle d'eux (Voir *Rapports 1974/75, 1975/76, 1978, 1980, 1981*). Amnesty International a fait savoir au Premier ministre turc qu'elle disposait de preuves selon lesquelles ces trois hommes ont été détenus dans des prisons turques. Elle a demandé qu'une enquête soit ouverte sur leur sort. A la fin de 1985, l'organisation n'avait reçu aucune réponse.

Des affaires politiques étaient toujours jugées par des tribunaux militaires, même dans les provinces n'étant plus sous le coup de la loi martiale. Certains cas nouveaux ont été portés devant les Cours de sûreté de l'Etat (Voir *Rapport 1985*). Selon des informations parvenues à Amnesty International, des avocats de prisonniers politiques ont vu leur action entravée par toutes sortes de moyens : en particulier, grandes difficultés pour entrer en contact avec leurs clients et absence d'entretien en privé avec eux. Des avocats ont informé l'organisation que, dans bien des cas, les seuls éléments à charge auraient été des

aveux obtenus sous la torture et rétractés ensuite devant les tribunaux.

Tout au long de l'année 1985, Amnesty International a reçu des informations faisant état de tortures qui seraient infligées tant aux prisonniers politiques qu'aux prisonniers de droit commun. Des personnes gardées au secret dans des postes de police et des détenus des prisons militaires et civiles seraient victimes de ces sévices. La garde à vue légale de 45 jours a été ramenée à 30 jours dans les régions soumises à la loi martiale. Une loi réformant les droits et les devoirs de la police a été adoptée en juin par la TBMM (Grande assemblée nationale turque). Elle permet de prolonger la garde à vue de 24 heures — dans les régions non soumises à la loi martiale — à 15 jours dans les affaires concernant trois personnes au moins. Dans les régions soumises à l'état d'urgence, cette période de garde à vue peut être prolongée sur décision du Procureur.

Le cas d'un avocat, arrêté à Istanbul, est représentatif. Il a été détenu pendant 35 jours au siège de la police à Istanbul et six jours à la prison militaire de Selimiye. Selon lui, la police cherchait à trouver des preuves pour l'inculper parce qu'il avait assuré la défense de prisonniers politiques. Soumis à diverses formes de torture, telles que la pendaison par les poignets et les décharges électriques, il a, pourtant, refusé de signer des « aveux » rédigés par la police. Finalement, il a été libéré faute de preuves. Ses affirmations ont été corroborées par un codétenu. Un autre avocat, Sakir Keçeli a rédigé un compte rendu détaillé des tortures auxquelles lui-même et d'autres détenus ont été soumis, en juillet et août, par des policiers de la section Armes-Munitions et de la section politique de la direction de la sécurité de Yozgat. Il a été arrêté à la suite de faux renseignements fournis sous la torture. A son tour, il avait été amené à donner d'autres faux renseignements quand les tortures étaient devenues insupportables. D'autres arrestations avaient alors suivi.

En octobre, Amnesty International a demandé instamment aux autorités d'ouvrir une enquête sur les passages à tabac qui auraient eu lieu le 30 septembre à la prison de Sagmalcilar. Tout au long de l'année 1985, l'organisation a reçu des informations sur les mauvais traitements subis par les prisonniers dans les prisons tant militaires que civiles. En décembre, elle a écrit au chef d'état-major turc au sujet des conditions de détention dans les prisons militaires. De nombreux prisonniers auraient été soumis à l'isolement cellulaire pendant plusieurs années, sans aucun contact avec leurs familles, leurs avocats ou même des codétenus et sans le moindre exercice en plein air. Amnesty International a cité le nom de certains prisonniers qui seraient détenus dans ces conditions depuis 1983. Dans cette lettre, Amnesty International a signalé que certains prisonniers gravement malades auraient été privés de traitement médical. Elle a donné les noms de trois prisonniers morts en 1985, semble-t-il, des suites de la torture ou faute de soins adéquats.

En novembre, une délégation d'Amnesty International s'est rendue en Turquie pour enquêter sur des cas de refoulement de réfugiés iraniens risquant d'être détenus pour leurs opinions, voire d'être torturés ou exécutés à leur retour en Iran. Elle s'est entretenue avec des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et de la direction de la Sûreté sur la procédure appliquée pour les Iraniens demandant l'asile politique — plus spéciale-

ment dans les zones frontalières. A la fin de 1985, Amnesty International préparait un mémorandum à ce sujet contenant des recommandations, destiné aux autorités turques. En 1985, aucune exécution n'a eu lieu ; par contre, 108 nouvelles condamnations à mort ont été rapportées par la presse. A la fin de 1985, Amnesty International ignorait le nombre exact des condamnés à mort mais l'estimait à plusieurs centaines. Dans son numéro du 26 décembre 1985, « Cumhuriyet » signalait que 91 condamnations à mort étaient en attente de confirmation par le Parlement. Tout au long de l'année, Amnesty International a lancé des appels en faveur de l'arrêt des exécutions capitales et de l'abolition de la peine de mort.

En avril, Amnesty International a soumis aux Nations Unies des informations relatives à ses préoccupations en Turquie, selon la procédure (dite procédure 1503) pour l'examen confidentiel des communications sur les violations des droits de l'homme.



service on conscientious grounds was not recognized and individuals refusing such service were punished under the Military Penal Code for exercising their conscientiously held beliefs by sentences of imprisonment or compulsory work.

During 1985 Amnesty International worked for 30 people sentenced to imprisonment of between three and 12 months for refusal to perform military service. Amongst these were imprisoned individuals adopted as prisoners of conscience, people waiting to enter prison, people appealing against sentence and cases which were still under investigation.

On 13 May Amnesty International wrote to the Swiss authorities about 23 Sri Lankan Tamils who were returned to Sri Lanka apparently against their will in January. The government stated that none of the Tamils had requested asylum or claimed to be in jeopardy. The government also stated that under conditions pertaining at the time, Tamils whose request for political asylum had been refused should not be repatriated. Amnesty International pointed out that the 23 were reported to have been asylum-seekers and to have pleaded with officers not to be sent back to Sri Lanka, and asked the government to review its procedures in such cases. By the end of 1985 Amnesty International had identified 22 of the 23 Tamils involved and was trying to locate them.



## Turkey

Amnesty International was concerned about the continued imprisonment of several hundred prisoners of conscience, widespread and systematic torture and ill-treatment of prisoners and the imposition of the death penalty. The organization was also concerned about the fair-

ness of trials before military courts, because of inadequate access to lawyers, prisoners' inability to consult privately with their lawyers and the use in evidence of confessions obtained by torture.

In July Amnesty International published a report, *Turkey: Testimony on Torture*. It detailed allegations of torture in police stations, detention centres and prisons between 1980 and 1984 and called on the Turkish Government to combat the use of torture.

At the end of 1985 martial law was still in force in nine of Turkey's 67 provinces and a state of emergency existed in a further 16 provinces, including Ankara, Istanbul and Izmir. The exact number of prisoners of conscience was not known, but according to official statistics published in the *Cumhuriyet* newspaper, on 1 November 1985 there were 15,569 political prisoners, of whom Amnesty International believed at least some hundreds to be prisoners of conscience. Many other defendants in political trials were conditionally released while their trials continued, or were not taken into custody.

Prisoners of conscience adopted by Amnesty International included members of political parties and groups, trade unionists, writers, journalists, publishers, academics, members of the Kurdish ethnic minority and members of religious groups, both Islamic and Christian.

People imprisoned under Article 141 of the penal code, which prohibits "membership of illegal organizations", included alleged members of the illegal Turkish Communist Party and of other left-wing parties which had been legal until they were banned after the September 1980 military coup. Amnesty International knew of only one member of the Turkish Workers' Party (TIP) in prison at the end of 1985, but others faced imprisonment as a result of sentences passed in 1984 and trials of TIP members continued in various parts of the country. At the end of April the retrial of members of the Turkish Workers' and Peasants' Party (TIKP) concluded; nine defendants were sentenced to eight years' imprisonment and six to between five years and six years six months. Some defendants were free pending appeal; others remained in prison. Trials of members of the Turkish Socialist Workers' Party (TSIP) took place in various parts of Turkey and Amnesty International adopted as prisoners of conscience 11 TSIP members on trial in Istanbul. (See *Amnesty International Report 1985* for all above cases.)

On 19 December the Plenary of the Military Courts of Appeal in Ankara ruled that the Turkish Peace Association (TPA) case (see *Amnesty International Report 1983, 1984 and 1985*) should be sent back again to the military court of first instance in Istanbul for retrial because of "insufficient investigation". The request for the release of the 12 defendants still in prison was rejected.

The trial of leaders, officials and advisers of the Confederation of Progressive Trade Unions (DISK), which started in December 1981, continued (see *Amnesty International Report 1983, 1984 and 1985*). At the end of 1985 all the defendants were free pending completion of the legal proceedings, except those held on other charges.

Journalists, writers and publishers were prosecuted throughout

1985 under various articles of the penal code and the Press Law. Many were charged under Article 142 of the penal code with "making communist propaganda". Some remained free pending the completion of legal proceedings, others were imprisoned for short periods or permitted to convert their prison sentences to fines. During 1985 Amnesty International learned that Feyzullah Özer, who was already serving a total of 18 years and six months' imprisonment in Çanakkale Special Prison for "making communist propaganda", faced two further trials on similar charges. He was one of the editors of *Kitle*, a weekly political journal associated with TSIP until it was banned in 1979, and the charges related to articles published in 1977 and 1978.

The trial of 59 intellectuals (see *Amnesty International Report 1985*), charged with violating Martial Law Decree 1402 by signing a petition for an end to human rights violations was still in progress at the end of 1985. The defendants remained free.

Many Kurds remained in prison throughout the year. Some were charged with or convicted of violent offences; others, charged on account of non-violent activities for the preservation of the Kurdish language and culture and for recognition of the Kurds as a separate ethnic group, were adopted by Amnesty International as prisoners of conscience. Among these were two lawyers — Ruşen Arslan (see *Amnesty International Report 1983*) and Mümtaz Kotan (see *Amnesty International Report 1983* and *1985*) — who were released in February and May. Amnesty International received no news of the reported trial of Mehdi Zana, a former Mayor of Diyarbakir already serving sentences totalling more than 30 years (see *Amnesty International Report 1984* and *1985*). Recep Maraşlı, the director and editor of Komal Publishing House in Istanbul (see *Amnesty International Report 1984* and *1985*), in prison since January 1982 and already sentenced to a total of 29 years and 1 month's imprisonment in connection with various publications, membership of an illegal Kurdish organization and statements he had made in court as part of his defence, received another seven-and-a-half year sentence in 1985, but Amnesty International was not informed of the charge. He was held in Diyarbakir Military Prison.

In February leading members of the National Salvation Party were acquitted at a retrial of intending to adapt "the basic social, economic, political or judicial orders of the State to religious principles and beliefs", as prohibited by Article 163 of the penal code (see *Amnesty International Report 1984* and *1985*). In September a military court of appeal ratified the acquittals for all but one of the defendants; a further retrial was ordered for Sevket Kazan.

In June a court of appeal quashed the sentences passed in December 1984 under Article 163 on 23 Jehovah's Witnesses (see

*Amnesty International Report 1985*) and ordered their release. The case was returned for retrial to the court of first instance which upheld its previous verdict and imposed sentences of from five to eight years. The defendants were in provisional liberty at the end of 1985, pending a further appeal.

Other prosecutions under Article 163 took place during the year, including that of Emine Şenlikoglu, a writer and chief editor of the periodical *Mektup*, who was sentenced in May to six years three months' imprisonment because of a book she wrote. She was adopted by Amnesty International as a prisoner of conscience. Members of Islamic sects convicted during the year under Article 163 included four members of the Nur sect; Sefa Sargin and Ali Yıldız were each sentenced to six years and eight months' imprisonment for organizing a Nur school and Yasar Cagdas and Kemal Mak received sentences of four years and two months for attending the school.

In August and December Amnesty International wrote to Prime Minister Turgut Özal about three Greek Cypriots — Andreas Hatjiloizou, Andreas Costas Kassapis and Leontios Leontiou — taken prisoner by the Turkish Armed Forces during the hostilities in Cyprus in 1974 and missing since then (see *Amnesty International Report 1974/75*, *1975/76*, *1978*, *1980*, *1981*). Amnesty International told the Prime Minister that there was evidence that the three men had been held in Turkish prisons and called for an investigation into their whereabouts. No response had been received to either letter by the end of 1985.

Political cases continued to be heard by military courts, even in those provinces no longer under martial law. Some new cases were heard by State Security Courts (see *Amnesty International Report 1985*). Amnesty International continued to receive reports that lawyers defending political prisoners were impeded in many ways; in particular by insufficient access to their clients and the lack of private consultations. Amnesty International was informed by lawyers that in many cases the only evidence produced by the prosecution was statements allegedly induced by torture and later retracted in court.

Allegations of torture of both political prisoners and ordinary criminals continued throughout 1985. These related both to people held in incommunicado detention in police stations and to prisoners in military and civilian prisons. The permitted 45-day detention period was reduced to 30 days in May in those areas still under martial law. A bill amending the duties and powers of the police, passed by the Turkish Grand National Assembly (TBMM) in June, allowed the 24-hour maximum detention period in areas not under martial law to be extended to 15 days in cases involving three or more people. In areas under a state of emergency the detention period

could be further extended by order of the prosecutor.

Among the allegations of torture received was that of a lawyer who was detained in Istanbul in March. He was held for 35 days at Istanbul Police Headquarters and for six days at Selimiye Military Prison. He believed that the police were trying to find evidence upon which to charge him because of his defence of political prisoners, but in spite of being subjected to various forms of torture, including being hung by his wrists and given electric shocks, he refused to sign a statement prepared by the police and was eventually released without charge. His allegations were corroborated by a fellow detainee. Another lawyer, Şakir Keçeli, wrote a detailed account of his torture and that of others in July and August by police officers of the Arms-Ammunition Branch and Political Branch of Yozgat Directorate of Security. He described how he was detained as the result of false information given under torture and how he in turn gave false information, which resulted in further detentions, when he could no longer bear the torture.

In October Amnesty International urged the authorities to investigate allegations that prisoners in Sıgmalçılar Prison in Istanbul had been severely beaten on 30 September. Reports of ill-treatment of prisoners in military and civilian prisons were received throughout 1985. In December Amnesty International wrote to the Turkish Chief of General Staff about conditions in military prisons; many prisoners were reported to have been held in solitary confinement for several years and to have had no contact with relatives, lawyers or fellow prisoners, nor exercise in the open air. Amnesty International named some prisoners said to have been held in such conditions since 1983. The letter referred to the reported lack of medical treatment for many seriously ill prisoners; three prisoners were named whose deaths in 1985 were alleged to have been caused by torture and/or denial of adequate medical treatment.

In November Amnesty International delegates visited Turkey in order to investigate reports of the *refoulement* (forcible return) of Iranian refugees who Amnesty International feared could become prisoners of conscience or be subjected to torture or execution on their return to Iran. They held talks with officials in the Ministry of Foreign Affairs and the Directorate of Security on procedures applied to Iranian asylum-seekers, particularly in the border area. At the end of 1985 Amnesty International was preparing a memorandum with recommendations on this issue to be sent to the Turkish authorities.

No executions took place during 1985 but 108 new death sentences were reported in the Turkish press. Amnesty International did not know the exact number of people under sentence of death at the end of the year, but believed it to be several hundred. *Cumhuriyet*

reported on 26 December 1985 that 91 death sentences were awaiting ratification by parliament. Amnesty International appealed throughout the year for a halt to executions and for the abolition of the death penalty.

In April, Amnesty International submitted information about its concerns in Turkey under the UN procedure for confidentially reviewing communications about human rights violations (the so-called "1503 procedure").



## Union of Soviet Socialist Republics

Ill-treatment in Soviet prisons, corrective labour colonies

and psychiatric institutions was a special focus of concern. Amnesty International was also disturbed that many individuals continued to be imprisoned, or confined indefinitely in mental hospitals, solely for the non-violent exercise of their human rights. During 1985 it learned of 46 death sentences and of 27 executions.

In November Amnesty International wrote to Andrei Gromyko, who had been elected President of the USSR Supreme Soviet following the death of Konstantin Chernenko in March. The organization urged him to exercise his constitutional authority to grant an amnesty to all prisoners of conscience, and to initiate a sweeping program of legislative reforms. Amnesty International urged the repeal of the laws restricting freedom of expression and freedom of conscience, and the introduction of measures to protect the rights of individuals in detention. These would include extending the powers of the procuracy to supervise conditions in psychiatric hospitals and corrective labour institutions, and laws to ensure that prisoners on remand were brought promptly before a judge. In conclusion Amnesty International called on the government to reduce the number of capital offences with a view to eventual abolition of the death penalty, and to publish the number of death sentences passed and carried out each year.

In April the Presidium of the USSR Supreme Soviet declared an